

## ÉDITORIAL FRÉDÉRIC ROHART

L'Europe face au déficit italien

# Symptôme italien

**O**n profite du beau temps pour réparer le toit. Mais faut-il pour autant laisser le trou s'agrandir sans bouger quand la grisaille perdure? Cette question sans âge revient en boucle dans le débat budgétaire européen: à l'heure où la Commission européenne remet leur bulletin annuel aux États membres, le cas italien est sous les feux de la rampe. Un gouvernement iconoclaste qui prétend se défaire des règles européennes est à la tête d'un pays à l'économie atone dont la dette publique est en passe d'atteindre 135% de la production annuelle. On fait quoi pour le toit?

Il y a une façon simple de trancher la question: les règles sont faites pour être appliquées, Rome n'a qu'à sabrer dans ses dépenses. La saignée fera mal,

mais c'est le prix de la crédibilité – les marchés vous le rendront. Économiquement cohérent, socialement désastreux, politiquement explosif.

**«L'Italie n'est pas 'l'homme malade de l'Europe', mais le symptôme le plus visible d'une Europe malade.»**

L'autre façon de voir est moins orthodoxe: va pour réparer sous la pluie. Pour croître, l'économie atone a besoin d'investissements de la puissance publique. L'Italie a des projets plein les armoires, mais ils convainquent peu sur leur efficacité en termes de promesses de croissance.

La vérité, comme souvent, est à chercher entre les deux postures. L'Italie ne peut laisser filer sa dette, la rigueur s'impose donc. Mais elle doit aussi se réformer et donc investir dans le long terme – l'enseignement et la formation, la recherche, la transition énergétique... C'est là que l'Europe doit avancer: identifier ces investissements d'avenir indispensables, et les rendre possibles. En les sortant du carcan budgétaire, par exemple. Ou, puisqu'on en est à formuler des vœux, en dotant la zone euro d'un budget d'investissement commun significatif: un vaccin contre les défaillances structurelles. Quelle que soit la formule, l'Union et ses États doivent intégrer que l'Italie n'est pas «l'homme malade de l'Europe», mais le symptôme le plus visible d'une Europe malade. C'est donc bien cette dernière qui a besoin d'une prescription.